

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Descente aux enfers, c'est pire qu'en 1929...

Leur "crise" n'est pas la nôtre !

- Economie -

Date de mise en ligne : mercredi 1er avril 2009

Démocratie & Socialisme

« Ce n'est pas la crise de 1929 » nous assurent, en chœur, gouvernements et économistes néolibéraux. L'expérience a payé affirmement-ils : les Etats n'ont pas commis la même erreur qu'en 1929, ils n'ont pas laissé les marchés s'enfoncer dans la crise et les banques centrales, les Etats ont fourni au système bancaire toutes les liquidités, toutes les garanties nécessaires. Cette prétention paraît de plus en plus injustifiée car la crise économique est déjà là et bien là et la crise bancaire loin d'être achevée, s'aggrave.

Finis les scénarios sur l'« atterrissage en douceur » de l'économie mondiale, sur les pays émergents qui pourraient éviter que ne se généralise la récession. Partout, les faillites d'entreprises se multiplient, le chômage explose, les PIB s'effondrent, les déficits et les dettes publiques crèvent le plafond. Après les banques et la finance, c'est l'économie réelle qui est touchée de plein fouet.

La récession se généralise à grande vitesse

Après avoir détruit 655 000 emplois en janvier, les Etats-Unis viennent d'en détruire 651 000 en février. 3,6 millions d'emplois ont été supprimés depuis le début de la récession en décembre 2007. Ce pays compte maintenant 12,5 millions de chômeurs. Des chiffres jamais vus depuis 1974.

Selon le gouvernement chinois « 20 millions des quelques 130 millions de ruraux qui migrent pour travailler ont perdu leur emploi ou n'en ont pas trouvé ».

En France, 300 000 personnes sont venues (en 2008) grossir le nombre (officiel) des chômeurs. Mais ce n'est rien à côté de ce qui se prépare : 90 200 chômeurs supplémentaires en janvier 2009, deux fois plus qu'en décembre 2008. Les titulaires des contrats précaires et atypiques sont touchés de plein fouet par la crise. Encore un bienfait du néolibéralisme. Les Etats-Unis entament leur 14^e mois de récession et leur PIB s'effondre : -6,2 % en moyenne annuelle. C'est encore pire au Japon : -12,7 %, toujours en moyenne annuelle.

La zone euro s'enfonce dans la récession : -2,1 % pour l'Allemagne, -1,8 % pour l'Italie, -1,2 % pour la France, au 4^e trimestre 2008. Et Nicolas Sarkozy a le culot de mettre au compte de sa politique l'effondrement un peu moins rapide du PIB français. Alors qu'il s'agit exactement du contraire : ce sont les retraites par répartition, l'assurance maladie, le Smic, les allocations chômage, les services publics - tout ce que Sarkozy veut supprimer ou réduire à la portion congrue - qui servent d'amortisseurs à la Crise et ralentissent la chute du PIB.

Les pays d'Europe Centrale et de l'Est subissent avec violence le choc de cette crise. Les deux moteurs de leur croissance économique viennent, en effet, de tomber en panne. Les investissements de l'Europe de l'Ouest qui s'élevaient à 250 milliards d'euros en 2008 ne devraient pas dépasser 30 milliards en 2009. Quant aux exportations vers l'Ouest qui représentent près des $\frac{3}{4}$ du PIB dans certains de ces pays, elles s'effondrent. Or, les engagements des banques de la zone euro, notamment des banques belges, suédoises et surtout autrichiennes, sont considérables dans les banques des pays d'Europe Centrale et de l'Est. C'est maintenant la récession qui amplifie la crise bancaire.

Le déficit public des Etats-Unis va s'aggraver de 1750 M en 2009 et s'élever à 12,3 % du PIB. Le chiffre le plus important depuis la seconde guerre mondiale.

Selon la Cour des comptes, la dette publique française qui cumule les déficits annuels, devrait atteindre 83 % du PIB

en 2010. En 2008, le déficit public annuel représentait 5,5 % du PIB, plus de 100 milliards d'euros.

La crise bancaire et financière s'accroît

La soif d'argent liquide des banques et des assurances est inextinguible. Des milliers de milliards de dollars ou d'euros leur ont déjà été versés ou offerts en garantie. Les taux des banques centrales sont proches du zéro. Mais rien n'y fait, les banques sont toujours incapables de remplir leur rôle et leurs pertes s'accumulent.

Le montant des pertes des géants américains de l'assurance ou de la banque ne cesse d'enfler : AIG, Freddie Mac, Fannie Mae, Bank of America, City group... Au total, le Président américain envisage de verser 250 milliards supplémentaires pour tenter de sauver les banques et les assurances américaines. Les banques européennes ne vont guère mieux, le géant suisse UBS, la banque franco-belge Dexia, la banque française Natixis, la banque britannique Royal Bank of Scotland annoncent, elles-aussi, des pertes considérables.

Le Figaro du (03/03/2009) apprécie à sa juste valeur l'état des banques : « La crise s'apparente à un puits sans fonds. Les différents plans de sauvetage mis en oeuvre depuis un an n'ont toujours pas permis de l'enrayer (...) le FMI estime désormais à 2 200 milliards de dollars le montant total des pertes des banques dans le monde. Plus pessimiste encore, l'économiste de la New York University, Nouriel Roubini, parle de 3 600 milliards de dollars ».

La Bourse continue sa propre « descente aux enfers » (terme revenant de façon lancinante dans les grands médias), même si quelques soubresauts viennent, sporadiquement, ralentir sa chute. C'est bien d'un krach qu'il s'agit même s'il s'étale dans le temps : l'indice Dow Jones a perdu 34 % de sa valeur en 2008, sa plus mauvaise performance depuis 1931. Il faut reconnaître que les annonces à répétition de pertes bancaires abyssales et de la récession qui s'emballe ne sont pas faites pour rassurer les spéculateurs. Là aussi, la récession amplifie la crise financière.

Car la crise bancaire (et avec elle la crise boursière) est loin d'être achevée. Après la vague des « subprimes », deux autres vagues venues de la finance se préparent. (Il faut absolument, sur ce sujet, lire l'article aussi lucide que jubilatoire de Frédéric Lordon « Surtout ne changez rien ! » sur le blog du Diplo).

La deuxième vague, succédant à celle des « subprimes » est celle des crédits immobiliers (Alt-A) en principe moins risqués que les « subprimes » mais que la crise et la récession ont entraîné dans le même maelstrom. Pour un encours de 1 300 milliards de crédit Alt-A, la banque d'affaire Golden Sachs prévoit 600 milliards de dollars de pertes pour les banques américaines. 1 000 milliards si l'on prend en compte une autre catégorie de crédits, les « options ARM ».

Frédéric Lordon souligne ainsi la cruauté de la situation : « La perspective d'un deuxième service alors que la finance gît encore la tête dans la cuvette des subprimes a tout du film d'horreur ».

La troisième vague est celle de tous les autres excès d'endettement : crédits auto, LBO, cartes de crédit...

Une quatrième vague, venue quant à elle de l'économie réelle, a déjà commencé à amplifier la crise bancaire. C'est celle des créances d'entreprises. Jusqu'à ce que se déclenche la récession, ces créances étaient (pour la plupart) des créances saines, parfaitement recouvrables.

Mais la crise, les faillites en chaîne d'entreprises transformant nombre d'entre elles en créances pourries,

irrécouvrables et amplifie la crise bancaire.

Créer des « banques poubelles » pour sauver le système bancaire !

La nouvelle solution miracle passerait par la création de « banques poubelles », tout un symbole, qui permettrait d'isoler les actifs « toxiques » ou « avariés » des banques dans une structure spécifique financée essentiellement par des fonds publics. Jamais la volonté de nationaliser les pertes n'a été aussi prégnante, aussi évidente...

Cette solution avait été d'abord retenue par le plan américain de sauvetage des banques. Quelques semaines plus tard, l'Etat fédéral changeait son fusil d'épaule. Aujourd'hui, il revient à la première solution. Ce qui illustre à merveille le désarroi dans lequel se trouve la finance américaine mais aussi européenne qui va avoir recours aux mêmes expédients.

Il n'est pas sûr du tout que cette solution fonctionne.

Théoriquement elle devrait permettre aux banques, débarrassées de leurs créances pourries et donc de la nécessité de mobiliser des capitaux pour faire face à ces risques de pertes financiers, de jouer pleinement leur rôle de prêteur aux entreprises et aux ménages. Mais c'est sur les Etats que les problèmes sont reportés et les sommes mobilisées atteignent une telle ampleur qu'il n'est pas sûr que ces Etats puissent assumer leurs engagements. La solution sera alors, afin d'éviter la banqueroute, de repasser la patate chaude aux banques centrales qui financeront la dette (comme à chaque fois) en laissant filer l'inflation. Malheur alors aux salariés, aux retraités, aux chômeurs, à tous ceux dont les revenus ne sont pas indexés sur l'augmentation (convenablement mesurée) des prix.

Une « régulation » des marchés financiers dont il n'y a rien à attendre

Pendant ce temps, les actionnaires et les dirigeants des banques continuent à se gorger d'argent. Les actionnaires de la BNP Paribas qui vient de recevoir une aide publique de 2,5 milliards d'euros, se distribuent 900 millions d'euros de dividendes. 700 millions de dividendes seront également distribués aux actionnaires de la Société générale après que la banque ait reçu 1,7 milliard d'euros de fonds publics.

Libération du 05/02/09 après l'audition des six dirigeants des principales banques par la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale résumait clairement la situation : « Les banquiers aux députés : on va verser des dividendes, on reste dans les paradis fiscaux et on vous emmerde ! » Et c'est à ces gens-là que le G20 qui se réunira en avril prochain, souhaite confier la « régulation » de la finance !

La City de Londres s'estime déjà suffisamment réglementée et se plaint du « harcèlement » qu'ont à subir les fonds spéculatifs. La Suisse s'obstine à vouloir distinguer « fraude fiscale et évasion fiscale » pour protéger son secret bancaire. L'UDC, partie de la droite nationaliste demande même que le secret bancaire devienne un principe inscrit dans la constitution suisse. Partout des voix s'élèvent pour affirmer qu'il faut réglementer mais « pas trop » de crainte de tuer « l'innovation financière ». Une « innovation » qui a pourtant largement contribué à nous plonger jusqu'au cou dans la crise actuelle.

Il ne faut donc mieux ne rien attendre du G20, pourtant annoncé comme un nouveau « Bretton Woods » du nom de la conférence internationale qui avait, en juillet 1944, instaurée un nouveau système monétaire international. De toute façon, quelques soient les décisions prises par cet organisme, elles ne pourraient pas changer grand-chose à la crise bancaire actuelle. Elles ne pourraient, au mieux, si le G20 décidait de changer radicalement de politique, qu'empêcher les suivantes.

Qui paiera les frais de la crise ?

Patrick Artus, dans le Bulletin de Natixis (Special Report du 27 janvier 2009) examine les statistiques disponibles et constate une réaction extrêmement forte des entreprises qui multiplient les plans sociaux pour maintenir leur rentabilité. Une réaction dont la rapidité tranche avec les récessions précédentes.

La politique de Sarkozy leur a grandement facilité la tâche en favorisant la précarité, le chômage partiel, en supprimant des dizaines de milliers d'emplois dans la fonction publique, en rendant les heures supplémentaires moins chères que l'embauche, en se refusant à augmenter le Smic ou à poser la moindre entrave aux « droits » des licenciés dont beaucoup prennent prétexte de la crise pour sortir les plans sociaux qu'ils avaient depuis longtemps dans leurs tiroirs.

Les grands médias commencent à souligner l'ampleur du déficit prévu pour la Sécurité sociale fin 2009 : 15 milliards d'euros. Ils oublient de souligner que ce chiffre est dérisoire comparé aux sommes (360 milliards d'euros) accordés aux banques mais réaffirment ainsi que la Sécurité sociale (assurance maladie, retraite, politique familiale) reste l'une des cibles privilégiées de Sarkozy.

Il n'y a donc aucune ambiguïté : le patronat et le gouvernement ont déjà décidé qui devrait payer la crise. Non pas les responsables de cette crise, les banquiers, les rentiers ou les employeurs qui ont fait reculer de plus de 100 milliards par an la part des salaires dans la répartition de la richesse nationale, mais ceux qui subissent déjà depuis près de 30 ans les politiques néolibérales : les salariés, les chômeurs, les jeunes, les retraités.

Il ne reste plus au salariat, à ses syndicats et aux partis de gauche, qu'à tirer toutes les conséquences de cette véritable déclaration de guerre.

Jean-Jacques Chavigné